

Au nom du Temple

DU MÊME AUTEUR

Shamir. Une biographie
Olivier Urban, 1991

Paix ou guerres.
Les secrets des négociations israélo-arabes. 1917-1995
Stock, 1997 ; Fayard, 2004

Le Rêve brisé. Histoire de l'échec
du processus de paix au Proche-Orient, 1995-2002
Fayard, 2002

Les Années perdues.
Intifada et guerres au Proche-Orient, 2001-2006
Fayard, 2006

Par le feu et par le sang.
Le combat clandestin pour l'indépendance d'Israël,
1936-1948
Albin Michel, 2008

Le Grand Aveuglement.
Israël et l'irrésistible ascension de l'Islam radical
Albin Michel, 2009

Un enfant est mort. Netzarim, 30 septembre 2000
Éditions Don Quichotte, 2010

Charles Enderlin

Au nom du Temple

Israël et l'irrésistible ascension
du messianisme juif
(1967-2013)

Éditions du Seuil
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-109541-8

© Éditions du Seuil, mars 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

À ma famille

Introduction

« Chaque fois qu'on introduit le messianisme en politique, les choses se gâtent. Cela ne peut mener qu'à la catastrophe. »

Gershom Scholem,
14 août 1980¹

Londres, juillet 1937. La commission d'enquête dirigée par sir Robert Peel publie son rapport sur la situation en Palestine à la suite de la révolte arabe. Elle propose la création de deux États. Les Juifs recevraient la plaine côtière à l'exception de Jaffa, de Gaza et de la Galilée. Les Arabes, le reste de la Palestine. Jérusalem et Bethléem formeraient une enclave sous mandat britannique.

Pour la première fois depuis sa création, à la fin du XIX^e siècle, le mouvement sioniste doit maintenant clairement définir son objectif final. Quelle sera la nature de l'État qu'il entend édifier ? S'agit-il de transformer le Juif diasporique en un citoyen responsable dans le cadre d'une communauté unie autour de principes, d'idéaux et d'une tradition issue de l'histoire biblique – la question de l'étendue de son territoire et de ses frontières étant alors secondaire ? Serait-ce plutôt l'aboutissement de l'aspiration

1. Interview donnée à *The New York Review of Books*, 14 août 1980, in *Gershom Scholem*, « Cahiers de l'Herne », Paris, Éditions de l'Herne, 2009, p. 94.

millénaire du peuple juif à retrouver ses racines, à libérer la Terre d'Israël et renouer avec l'aventure biblique ? L'État, dans ce cas, ne serait qu'un moyen pour y parvenir, pas un but en soi.

À Zurich, un mois plus tard, le XX^e Congrès sioniste s'ouvre dans une atmosphère tendue. David Ben Gourion, qui dirige l'Agence juive, est favorable au partage de la Palestine sans pour autant renoncer à l'idée du droit historique des Juifs sur la Terre d'Israël, fondement du mouvement sioniste. Mais, à ses yeux, il convient d'être réaliste. Seuls l'immigration, le développement économique, la force militaire et d'éventuelles négociations avec les pays arabes détermineront, pense-t-il, les frontières du futur État. Il l'explique en ces termes, dans une lettre adressée à son fils Amos :

« La création d'un État, même limité, servira de levier puissant pour nos efforts en vue de délivrer la terre dans son ensemble. Nous amènerons dans cet État le plus possible de Juifs. Plus de deux millions, pensons-nous. Nous créerons une économie diversifiée, fondée sur l'agriculture, l'industrie, la mer. Nous mettrons sur pied une force de défense, une armée exemplaire, je n'ai pas le moindre doute là-dessus. Ensuite, j'en suis certain, cela ne nous empêchera pas de nous installer sur les autres parties du pays, que ce soit dans le cadre d'un accord et d'une entente avec nos voisins arabes ou d'une autre manière¹. [...] »...

L'opposition à cette stratégie est quasi générale. Plusieurs dirigeants travaillistes, parmi lesquels Golda Meyerson (Meir), futur Premier ministre d'Israël, et Yitzhak Tabenkin, qui prône l'instauration du socialisme sur l'ensemble de la Terre d'Israël, sont convaincus que Robert Peel veut imposer au mouvement sioniste qu'il accepte la formation d'un État croupion et ils rappellent la promesse faite en 1917 par lord Balfour : *« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif, et il emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui porte*

1. Michael Bar Zohar, *Ben Gurion. A Political Biography*, Tel-Aviv, Am Oved, 1975, p. 357-358 (traduction française, *Ben Gourion*, Paris, Fayard, 1986).

Introduction

atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives de Palestine ainsi qu'aux droits et aux statuts politiques dont les Juifs jouissent dans les autres pays. »

Les sionistes religieux protestent eux aussi avec vigueur, brandissent la Torah, et les grands rabbins de Palestine proclament : « *Le peuple d'Israël n'a pas renoncé, au cours de milliers d'années d'exil, à son droit sur la terre de ses ancêtres et ne renoncera pas à un seul pouce du pays d'Israël¹.* » Impensable de renoncer aux lieux de l'histoire biblique, à Jérusalem où se trouve le mont du Temple, au caveau des Patriarches à Hébron, etc. David Ben Gourion, le président de l'Agence juive, n'est pas religieux. Socialiste, il n'observe ni la cachérou, ni le Shabbat, et considère la Bible, dont il est féru, comme un livre d'histoire. Il veut édifier le nouvel État conformément aux principes définis par Theodor Herzl dans *Der Judenstaat* (L'État des Juifs), publié en 1896. Or, dans ce livre, le fondateur du sionisme politique définissait ainsi la place des rabbins et des militaires dans son projet : « *Aurons-nous une théocratie ? Non ! Si la foi maintient notre unité, la science nous libère. C'est pourquoi nous ne permettons pas aux velléités théocratiques de nos chefs religieux d'émerger. Nous saurons les cantonner dans leurs temples, de même que nous cantonnerons l'armée de métier dans les casernes. L'armée et le clergé ont droit aux honneurs que leur confèrent leurs nobles fonctions et leurs mérites. Ils n'ont pas à s'immiscer dans les affaires de l'État [...] car cette ingérence provoquerait des difficultés extérieures et intérieures².* »

La première synthèse entre l'orthodoxie religieuse et le sionisme avait été réalisée par un rabbin allemand, Zvi Hirsch Kalischer, décédé en 1874. Ce dernier considérait que la rédemption divine du peuple Juif pouvait advenir naturellement, et proposait, déjà, la réinstallation en Palestine de communautés agricoles juives religieuses, définissant ainsi le sionisme comme un mouvement messianique et non pas politique. Au début du xx^e siècle, le rabbin Avraham Yitzhak

1. Cité par Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 165.

2. Theodor Herzl, *L'État des Juifs*, 1896, suivi de « Essai sur le sionisme de Claude Klein », Paris, La Découverte, 1989, p. 103.

Ha Cohen Kook a développé cette théologie, expliquant que les sionistes socialistes, en venant travailler la terre en Palestine, ne participaient pas à l'auto-émancipation du peuple juif comme ils le croyaient, mais obéissaient, sans le savoir, à la réalisation d'un commandement divin. Donc, logiquement, ils finiraient par accepter la « Halakha », la loi religieuse. Devenu premier grand rabbin ashkénaze de Palestine, il a créé une école talmudique à Jérusalem, la yeshiva Merkaz Ha Rav, où son enseignement s'est développé. Après son décès en 1935, son fils, Zvi Yehouda Ha Cohen Kook en a pris les rênes et a poursuivi son œuvre en y intégrant son analyse des événements contemporains.

À Zurich, les sionistes religieux, très minoritaires, n'ont pas eu gain de cause. Ben Gourion et Haïm Weizmann, le président de l'Organisation sioniste mondiale, ont fait adopter une résolution de compromis, rejetant les modalités de partage proposées par lord Peel mais autorisant l'exécutif à poursuivre les discussions sur ses termes exacts. Quoi qu'il en soit, les Arabes y avaient déjà opposé une fin de non-recevoir et le gouvernement britannique classera ce rapport sans y donner suite.

À droite, Wladimir Zeev Jabotinsky a rompu, deux ans plus tôt, avec l'Organisation sioniste mondiale, dont il critique la politique, pour créer l'Alliance des sionistes révisionnistes. Il fait activement campagne contre toute forme de partage. Il veut que l'État soit édifié sur les deux rives du Jourdain. Or, la Grande-Bretagne, qui avait déjà amputé la Terre d'Israël de la Transjordanie pour y créer le royaume hachémite, ne veut lui laisser que cinq mille kilomètres carrés sur les cinquante mille kilomètres carrés promis aux Juifs par lord Balfour. Et cela, donc, pour donner un nouveau territoire aux Arabes – aux Arabes qui, Jabotinsky en est persuadé, n'accepteront jamais l'État juif. « [...] *À l'exception de ceux qui sont aveugles de naissance, tous les autres sionistes modérés ont réalisé depuis longtemps qu'il n'y a pas le moindre espoir pour obtenir, un jour, l'accord des Arabes de la Terre d'Israël pour que la "Palestine" devienne un État à majorité juive [...] la colonisation ne peut se poursuivre et se développer que sous la protection d'une force indépendante de la population locale – [créer] un mur d'acier*

Introduction

que cette population ne pourra pas pénétrer. C'est notre politique envers les Arabes [...]»¹.

La question du partage sera à nouveau posée, dans des conditions différentes, en novembre 1947, après la Seconde Guerre mondiale, le génocide de millions de Juifs dans la Shoah, et la lutte armée menée contre les autorités mandataires par les différentes composantes du mouvement sioniste en Palestine². L'Assemblée générale des Nations unies vote alors le partage de la Palestine en deux États. Le futur État d'Israël doit recevoir une partie de la Galilée, avec le lac de Tibériade, la plaine côtière, la quasi-totalité du Néguev. L'État arabe doit alors recevoir le reste, soit la Cisjordanie et une bande de territoire allant d'Ishtad³ à Gaza jusqu'à la frontière égyptienne. Jérusalem, Bethléem et les lieux saints seront placés sous contrôle international. Les États arabes rejettent cette solution et annoncent qu'ils s'y opposeront par la force. Ce sera la guerre.

Ben Gourion fait adopter sans difficulté une motion acceptant le partage, d'autant que la communauté juive de Palestine a accueilli dans la joie le vote des Nations unies entérinant la création de deux États. En outre, les instances sionistes sont majoritairement séculières.

La principale opposition au partage vient de l'Irgoun, l'organisation armée issue du mouvement révisionniste et qui combat les forces d'occupation britannique. Depuis la clandestinité, son chef, Menahem Begin, publie un manifeste invoquant le Dieu d'Israël : *« Au nom de la promesse divine donnée aux pères de la nation ; aux noms des saints de la nation, de génération en génération [...] de la volonté de liberté de notre peuple dispersé et asservi ; de l'inaliénable droit historique du peuple juif sur sa terre, l'Irgoun déclare la résolution de partage nulle et non avenue. L'amputation de la*

1. <http://www.danielpipes.org/3510/the-iron-wall-we-and-the-arabs>

2. Sur cette période, voir mon ouvrage, *Par le feu, par le sang. Le combat clandestin pour l'indépendance d'Israël – 1936-1948*, Paris, Albin Michel, 2008. (En poche, « Pluriel »).

3. Où Israël construira le port d'Ashdod.

*patrie est illégale [...]*¹. » En définissant le droit historique à partir de la Torah et l'intégrité de la patrie comme une valeur absolue, Begin s'éloigne de la philosophie politique de son mentor, Zeev Jabotinsky. Le fondateur du révisionnisme considérait en effet l'histoire biblique comme un mythe, et la religion comme l'élément qui avait permis d'isoler et de maintenir la cohésion du peuple juif au fil des siècles², la notion de « terre sainte » n'étant pour lui qu'une métaphore³. Son successeur, à la tête de la droite nationaliste, rejoint le sionisme religieux par le biais d'une véritable théologie politique qui a tous les éléments d'un culte laïc⁴.

Le 13 mai 1948, vingt-quatre heures avant la fin du mandat britannique sur la Palestine, les responsables sionistes mettent encore la dernière main au texte de la déclaration d'indépendance. En début de matinée, David Ben Gourion a dû régler un ultime problème. Aharon Tzizling, du Mapaï, l'ancêtre du parti travailliste, et bien que fils de rabbin, refuse l'invocation de Dieu dans la phrase : « ... *confiants en l'Éternel tout-puissant, nous signons cette déclaration...*, etc. » Le rabbin Yehouda Leib Fishman-Maimon, du parti Mizrahi, l'ancêtre du parti national religieux, et qui fut un proche d'Avraham Yitzhak Ha Cohen Kook, n'est bien entendu pas d'accord. Ben Gourion impose donc un compromis. Les mots hébreux « Tsour Israël » figureront en lieu et place de « L'Éternel »⁵. Tsour a un double sens. Pour les séculiers, il signifie simplement « rocher » ; mais pour les religieux il a pour signification : « Dieu d'Israël ».

Le lendemain, à Tel-Aviv, sous le portrait de Theodor Herzl, David Ben Gourion proclame l'indépendance :

« Eretz Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que se forma son caractère spirituel, religieux et national. C'est là qu'il

1. Cité par Aryeh Naor, *Greater Israel Theology and Policy*, Publications de l'Université de Haïfa, 2001, p. 93.

2. <http://betar.free.fr/tagar/textesjabo.php?ID=11>

3. Aryeh Naor, *Greater Israel Theology and Policy*, *op. cit.*, p. 96-97.

4. Aryeh Naor, *Greater Israel Theology and Policy*, *op. cit.*, p. 25.

5. Michael Bar Zohar, *Ben Gurion. A Political Biography*, *op. cit.*, p. 744.

Introduction

réalisa son indépendance, créa une culture d'une portée à la fois nationale et universelle et fit don de la Bible au monde entier. Contraint à l'exil, le peuple juif demeura fidèle au pays d'Israël à travers toutes les dispersions, priant sans cesse pour y revenir, toujours dans l'espoir d'y restaurer sa liberté nationale. [...]

Nous, membres du conseil national représentant le peuple juif d'Israël et le mouvement sioniste mondial, réunis aujourd'hui, jour de l'expiration du mandat britannique, en assemblée solennelle et en vertu des droits naturels et historiques du peuple juif, ainsi que de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, proclamons la fondation de l'État juif dans le pays d'Israël, qui portera le nom d'État d'Israël. [...]

L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays où ils sont dispersés ; il développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture ; il assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des Lieux saints et des sanctuaires de toutes les religions et respectera les principes de la charte des Nations unies. [...]

[...] Confiants dans le rocher d'Israël, nous signons cette déclaration sur le sol de la patrie dans la ville de Tel-Aviv¹. »

À l'issue de la cérémonie, le rabbin Fishman dit la prière « Béni soit Dieu, roi de l'univers, qui nous a donné la vie et nous a permis de vivre et d'arriver en ce temps ». Ben Gourion écoute, tête nue, sans réagir. Une partie de l'assistance dit « Amen ». Puis, tous entonnent *La Hatikva*, l'hymne national.

Tel-Aviv est bombardée le soir même. Les armées égyptienne, jordanienne, syrienne, irakienne et des irréguliers arabes palestiniens sont passés à l'offensive. Ils affrontent une

1. En 2012, le site du ministère des Affaires étrangères à Jérusalem traduit « le rocher d'Israël » par « l'Éternel tout-puissant... », http://www.mfa.gov.il/MFAFR/MFAArchive/1900_1949/La%20Declaration%20d-Independance%20d-Israel

jeune armée israélienne mieux dirigée, bien entraînée, et qui, au fil des mois, recevra, avec la bénédiction de l'Union soviétique, un armement moderne. La guerre prendra fin avec la signature de plusieurs accords d'armistice – avec l'Égypte en février 1949, puis avec le Liban, la Jordanie et la Syrie. Ce conflit aura fait plus de 6 000 morts israéliens, parmi lesquels 2 000 civils ; côté arabe, selon les sources, de 6 000 à 20 000 morts. Expulsés, ou ayant fui les combats, plus de 700 000 Palestiniens se sont réfugiés dans les pays arabes avoisinants et en Cisjordanie, dont l'annexion par le royaume hachémite empêche la création de l'État arabe de Palestine. L'armée israélienne a conquis l'ensemble du désert du Néguev et la Galilée, mais a perdu le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem occupé par les Jordaniens qui en ont expulsé les habitants juifs et dynamité les synagogues.

La question fondamentale de la nature de l'État juif se posera pour la troisième fois à l'issue de la guerre de Six Jours en 1967, après la conquête israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est, et, surtout, du troisième lieu saint de l'islam, l'esplanade des saintes mosquées – qui est aussi le mont du Temple, le seul lieu saint du judaïsme. Sonne alors le grand réveil du sionisme religieux, le début de la montée en puissance du fondamentalisme messianique qui, associé à la droite nationaliste, finira par transformer les données du conflit au Proche-Orient.

C'est cette histoire que j'ai voulu raconter. Celle de ce mouvement, créé en 1967 par une poignée de rabbins et d'activistes religieux, qui est devenu l'une des principales forces politiques du pays. Combattant des gouvernements de gauche – et parfois de droite –, infiltrant l'administration et l'armée, ces révolutionnaires nationalistes religieux ont réussi à créer une situation quasiment irréversible en Cisjordanie où sont installés, en 2012, 350 000 colons israéliens. Aujourd'hui, les tenants du messianisme considèrent qu'ils ont remporté la victoire et se tournent vers leur prochain objectif : arracher le droit pour les Juifs de prier sur le mont du Temple.

Pour réaliser ce travail, j'ai mobilisé mes souvenirs autant

Introduction

que mes archives personnelles. De nombreuses personnalités religieuses ont accepté de me rencontrer et de m'accorder des interviews, certaines filmées. Toutes m'ont dit qu'elles n'appréciaient pas le mot « colon » – « *On ne colonise pas une terre qui vous appartient !* » Pourtant, aux yeux de la communauté internationale, Israël colonise bel et bien la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Émilie Amroussi, ancienne porte-parole du conseil des implantations de Judée-Samarie, journaliste au quotidien *Israël Hayom*, m'a lancé, en m'accueillant dans la colonie où elle habite : « *Ne nous montre pas comme des monstres !* ». Non, ces hommes et ces femmes ne sont pas des monstres, mais il faut bien constater que leurs discours sont souvent en complète contradiction avec les valeurs de la démocratie libérale.

Yehouda Glick, membre du Likoud et de l'Institut du Temple, m'a dit : « *Alors, tu t'intéresses à nous les "meshougaym" [fous, en hébreu] heu... les "mitnahalim" [colons, en hébreu] ? Dis bien que nous ne sommes pas des marginaux !* » Effectivement, ils forment désormais un courant dominant au sein de la société israélienne.

Et je dois à la vérité de dire qu'ils m'ont tous reçu, sans ménager leur temps, en dépit de la méfiance qu'ils ne pouvaient qu'éprouver envers moi, un journaliste séculier tellement éloigné de leur vision messianique.

Cet ouvrage a été rendu possible grâce au soutien et à la patience d'Olivier Bétourné, mon fidèle éditeur. Karine Louesdon a effectué l'indispensable travail de relecture et d'édition. Danièle Kriegel Enderlin, mon épouse a suivi mon travail en m'apportant son indispensable regard critique.

CHAPITRE PREMIER

Les soldats du roi David

14 mai 1967. Gamal Abdel Nasser déploie son armée dans le Sinaï, exige le retrait des Casques bleus de la frontière et décrète le blocus du port d'Eilat. Israël mobilise son armée et, le 5 juin, à sept heures quarante-cinq du matin, lance une attaque surprise. L'armée de l'air détruit l'aviation égyptienne alors que les blindés passent à l'offensive dans le Sinaï. Hussein de Jordanie, qui a signé quelques jours plus tôt un traité de défense commune avec l'Égypte, donne l'ordre à son artillerie d'ouvrir le feu. Jérusalem-Ouest est bombardée. Douze Israéliens sont tués et cinq cents autres blessés. Mais, le souverain jordanien est entré en guerre sur la foi de fausses informations communiquées par Nasser. Il est persuadé que les avions israéliens ont subi de lourdes pertes et répond par une fin de non-recevoir au message du Premier ministre Lévi Eshkol qui lui propose d'en rester là et ne pas participer aux combats.

À Jérusalem, les forces jordaniennes se font de plus en plus menaçantes et l'état-major de Tsahal décide de rappeler du Sinaï la brigade parachutiste commandée par le colonel Motta Gour. Dès le lendemain, une unité d'infanterie appuyée par des blindés ouvre la voie vers l'enclave israélienne du Mont Scopus. Depuis cette colline, Moshé Dayan, le ministre de la Défense, et le général Ouzi Narkiss, le commandant de la région militaire centre, contemplant la vieille ville, ses remparts, l'esplanade des Mosquées :

Au nom du Temple

Dayan : « *Quel paysage divin ! En ce jour, le 6 juin 1967, cela valait la peine !* »

« *On la prend ?* » suggère Narkiss.

Dayan fait la grimace : « *Pourquoi aurions-nous besoin d'un tel Vatican¹ ?* »

Deux membres du gouvernement d'union nationale, Yigal Allon, du parti travailliste, et Menahem Begin, du Herout, la droite nationaliste, sont allés dire au Premier ministre, Lévi Eshkol, que le *casus belli* jordanien était l'occasion pour Israël de prendre l'initiative à Jérusalem. Le cabinet donne le feu vert à l'armée².

Dayan hésite. Il ne veut surtout pas que des lieux saints soient endommagés ou détruits au cours des combats et, le 7 juin, ordonne aux militaires d'encercler la vieille ville puis d'attendre. Mais, apprenant que le roi Hussein a fait parvenir une demande de cessez-le-feu par l'intermédiaire des Américains, il change d'avis. Les paras de Motta Gour passent alors à l'action et pénètrent dans la vieille ville par la porte des Lions, à l'ouest. Quelques heures plus tard, les combats ont cessé. Gour, depuis son QG du Mont Scopus, annonce par radio : « *Le mont du Temple est à nous !* »

La formule restera dans l'Histoire. Dix-neuf siècles après la destruction du sanctuaire juif par Titus, un État d'Israël souverain contrôle le Mont sur lequel se trouve le rocher de la fondation où, selon la Bible, se serait déroulé le sacrifice d'Isaac par Abraham, où Jacob aurait eu le songe. Salomon, puis Hérode, y ont bâti le Temple abritant le saint des saints. Mais, il s'agit aussi du troisième lieu saint de l'islam, le Haram al-Sharif, où, si l'on en croit le Coran, Mohamed serait monté au ciel à la rencontre des prophètes.

Un personnage hors du commun fait son apparition sur l'esplanade des Mosquées, tout essoufflé après avoir effectué en courant le trajet depuis le musée Rockefeller. C'est le

1. Assaf Inbari, « Welcome to the Stone Age », *Haaretz*, 6 octobre 2000. Également : Nadav Shragai, *Ha Maavak al Har Habeit*, Tel-Aviv, Keter, 1995, p. 18.

2. Charles Enderlin, *Paix ou guerres*, Paris, Fayard, 2004, p. 244-246.

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : S.N. FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
DÉPÔT LÉGAL : AVRIL 2013. N° 104407 (00000)
IMPRIMÉ EN FRANCE